



Le 23 janvier 2008

Le très honorable Stephen Harper
Premier ministre du Canada
Édifice Langevin
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0A2

Monsieur Harper,

Les 11 000 producteurs de porcs canadiens traversent la pire crise financière depuis 30 ans et ils ont besoin d'une aide immédiate de la part du gouvernement canadien. Le Conseil canadien du porc (CCP), depuis les quatre derniers mois, a tenté, avec la collaboration du ministre Gerry Ritz et de hauts fonctionnaires d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, de trouver des moyens d'atténuer les conséquences de ce que nos membres en sont tristement venus à appeler « l'effroyable tempête », causée par la force relative du dollar canadien par rapport au dollar américain, la montée en flèche du coût des grains et la faiblesse des prix du porc.

L'industrie canadienne du porc ne demande qu'un programme de prêts à court terme et des améliorations au PCSRA (Agri-stabilité). Ces demandes ont été jusqu'à maintenant refusées. L'industrie reconnaît que le gouvernement a fait des efforts pour accélérer le versement des indemnités prévues dans le cadre des programmes existants, mais cela n'est pas suffisant. Une industrie à valeur ajoutée, dans le domaine des viandes, est à risque. Des fermes familiales dans des circonscriptions électorales du Canada sont gravement touchées.

Puisque la demande pour un programme de prêt à court terme et les améliorations au PCSRA (Agri-stabilité) ont été refusées, les problèmes de liquidité de nos producteurs s'aggravent chaque jour.

L'industrie porcine n'a pas le choix de s'adapter à la réalité d'une devise canadienne forte et des coûts élevés des grains, mais elle ne peut pas y parvenir lorsque les changements surviennent si rapidement. Le rayonnement de notre industrie est international et celle-ci possède les fondements nécessaires pour un avenir prometteur. Notre gouvernement canadien, cependant, doit aussi assumer ses responsabilités et offrir un environnement d'affaires stable à cette industrie à valeur ajoutée, s'il souhaite que cette dernière continue de contribuer à l'équilibre commercial du pays.

Nous vous demandons de répondre immédiatement à nos demandes. Le Canada rural est en péril. Le Parti conservateur du Canada a déclaré, lors de sa campagne électorale en 2006, que le « gouvernement fédéral devrait être prêt à s'engager en cas de catastrophe, et financer la

stabilisation du revenu de façon distincte, à des taux supérieurs aux taux actuels ». Il s'agit d'une catastrophe. C'est à votre tour d'agir. Le maintien de l'appui au Canada rural est vital pour le présent gouvernement conservateur.

Je vous prierais de communiquer avec moi pour discuter de cette urgente question.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Clare Schlegel
Président
Conseil canadien du porc